

Art. 2. § 1^{er}. Le paiement de la subvention précitée s'effectuera sur présentation de la créance, accompagnée des pièces justificatives nécessaires, au numéro de compte 001-1638528-80 de l'observatoire. Ces documents doivent être transmis au Ministère fédéral des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, Direction d'Administration de l'Aide sociale, boulevard Anspach 1, 13^e étage, 1000 Bruxelles.

§ 2. Le montant octroyé sera versé en trois tranches.

Une première tranche de 50 % est payée immédiatement après l'engagement de la subvention, sur présentation des pièces justificatives nécessaires et à la demande de l'organisation.

Une deuxième tranche de 30 % est payée un mois après l'engagement sur présentation de relevés de dépenses déclarés sincères et véritables.

Le solde est payé au terme de l'application du présent arrêté sur présentation de relevés de dépenses déclarés sincères et véritables.

§ 3. Le montant visé à l'article 1^{er} est destiné à couvrir les frais de personnel et de fonctionnement.

§ 4. Les pièces justificatives sont datées, signées et certifiées sincères et véritables pour les sommes payées. Elle sont introduites en trois exemplaires.

§ 5. La Direction d'Administration de l'Aide sociale du Ministère fédéral des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, boulevard Anspach 1, 13^e étage, 1000 Bruxelles se charge du traitement administratif. Toute la correspondance relative au traitement administratif dans le cadre du présent arrêté est envoyée à l'adresse précitée.

Art. 3. Toutes les créances et les pièces justificatives établies dans le cadre du présent arrêté doivent être à la disposition de l'administration au plus tard le 31 octobre 2002.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 2001 et cessera d'être en vigueur le 30 décembre 2001.

Art. 5. Notre Ministre de l'Intégration sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 novembre 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intégration sociale,
J. VANDE LANOTTE

Art. 2. § 1. De uitbetaling van voornoemde toelage zal geschieden na voorlegging van de schuldvordering, vergezeld van de nodige verantwoordingsstukken, op het rekeningnummer 001-1638528-80 van de v.z.w. Deze documenten dienen overgemaakt aan het federaal Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, Bestuursdirectie Maatschappelijk Welzijn, Anspachlaan 1, 13^e verdieping, 1000 Brussel.

§ 2. Het toegekende bedrag zal in drie schijven worden betaald :

Een eerste schijf van 50 % wordt betaald onmiddellijk na vastlegging van de toelage, na voorlegging van de noodzakelijke verantwoordingsstukken en op vraag van de organisatie.

Een tweede schijf van 30 % wordt betaald één maand na de vastlegging op basis van de voorlegging van voor waar en oprecht verklaarde uitgavenstaten.

Het saldo wordt uitgekeerd na beëindiging van dit besluit op basis van de voorlegging van voor waar en oprecht verklaarde uitgavenstaten.

§ 3. Het bedrag bedoeld in artikel 1 dient om de personeels- en werkingskosten te dekken.

§ 4. De bewijsstukken worden gedateerd, ondertekend en voor de gevorderde sommen voor waar en oprecht verklaard. Zij worden in drie exemplaren ingediend.

§ 5. Op de administratieve verwerking wordt toegezien door de Bestuursdirectie voor het Maatschappelijk Welzijn van het federaal Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, Anspachlaan 1, 1000 Brussel, 13^e verdieping. Alle briefwisseling in verband met de administratieve verwerking in het kader van dit besluit wordt aan dit adres gericht.

Art. 3. Alle schuldvorderingen en verantwoordingsstukken in het kader van dit besluit dienen uiterlijk op 31 oktober 2002 in het bezit te zijn van de administratie.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 2001 en treedt buiten werking op 30 december 2001.

Art. 5. Onze Minister van Maatschappelijke Integratie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 november 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Maatschappelijke Integratie,
J. VANDE LANOTTE

F. 2001 — 3553

[C — 2001/22873]

10 NOVEMBRE 2001

Arrêté royal portant exécution de l'article 94, alinéa 3, de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, notamment l'article 94, alinéa 3, remplacé par la loi du 6 août 1993 et l'article 139bis inséré par l'arrêté royal du 16 avril 1997 et confirmé par la loi du 12 décembre 1997;

Vu l'avis du Conseil national des établissements hospitaliers, Section Financement, du 14 septembre 2000;

Vu l'avis de la Commission nationale paritaire médecins - hôpitaux du 17 octobre 2000;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 10 janvier 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 mai 2001;

N. 2001 — 3553

[C — 2001/22873]

10 NOVEMBER 2001. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 94, derde lid, van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, inzonderheid op artikel 94, derde lid, vervangen bij de wet van 6 augustus 1993 en artikel 139bis ingevoegd bij het koninklijk besluit van 16 april 1997 en bekrachtigd bij de wet van 12 december 1997;

Gelet op het advies van de Nationale Raad voor Ziekenhuisvoorzieningen, Afdeling Financiering, van 14 september 2000;

Gelet op het advies van de Nationale Paritaire Commissie geneesheren-ziekenhuizen, van 17 oktober 2000;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 10 januari 2001;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 2 mei 2001;

Vu les délibérations du Conseil des ministres du 18 mai 2001 et du 26 octobre 2001 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, n° 31.786/3, donné le 10 juillet 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et de Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il convient d'entendre par :

1° la loi sur les hôpitaux : la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987;

2° les accords sectoriels : les accords sectoriels entre les employeurs, les organes représentatifs des travailleurs hospitaliers et le gouvernement, conclus dans le cadre des textes de base des 4 juillet 1991, 22 novembre 1991, 1^{er} mars 2000 et 22 juin 2000;

Art. 2. § 1^{er}. Les coûts découlant des avantages complémentaires visés par les accords sectoriels des 4 juillet et 22 novembre 1991 qui sont accordés au personnel dont le financement est, en tout ou partie, à charge des honoraires, et qui résultent des prestations médicales, visées à l'article 95, 2°, de la loi sur les hôpitaux, sont, à l'exclusion des activités relatives aux patients non hospitalisés, couverts par le budget des moyens financiers des hôpitaux, à condition que soient remplies les conditions visées aux §§ 1^{er} et 2, et que soient observées les règles qui y sont énoncées.

§ 2. Les coûts visés au § 1^{er} sont couverts, pour moitié, par le budget des moyens financiers des hôpitaux à condition que :

1° les avantages visés au § 1^{er} soient intégralement octroyés à l'ensemble du personnel hospitalier. A défaut de signature ou d'adhésion aux accords sectoriels, le gestionnaire de l'hôpital doit communiquer au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement une attestation contresignée par le Conseil d'entreprise ou, le cas échéant, par la délégation syndicale en ce qui concerne le secteur privé ou par le Comité supérieur de concertation ou le Comité de concertation compétent ou par le Comité de concertation de base quant au secteur public, certifiant que cette condition est ou sera remplie;

2° le gestionnaire de l'hôpital communique au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, toutes les données relatives à l'emploi et aux frais de personnel dans les services médicaux et médico-techniques;

3° tous les honoraires relatifs aux services médico-techniques et à tous les programmes de soins désignés par Nous, tant en ce qui concerne les patients hospitalisés que les patients non hospitalisés et à l'exception des honoraires des médecins visés à l'article 143, § 2, de la loi sur les hôpitaux, soient perçus de façon centrale, soit par le gestionnaire, soit par le conseil médical;

4° le Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement soit informé du montant des honoraires médicaux perçus de façon centrale, y compris les suppléments y afférent, pour l'ensemble des services médico-techniques et des programmes de soins désignés par Nous, et, le cas échéant, pour l'ensemble des services de consultation, chaque fois ventilés selon qu'ils concernent des patients hospitalisés ou non hospitalisés;

5° le Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement soit mis en possession, d'une part, d'un relevé anonyme de la manière dont le chapitre II du titre IV de la loi sur les hôpitaux est exécuté et, d'autre part, d'une note indiquant l'affectation des honoraires médicaux pour l'ensemble des services médico-techniques et les programmes de soins désignés par Nous;

Gelet op de besluiten van de Ministerraad van 18 mei 2001 en 26 oktober 2001 over het verzoek om advies door de Raad van State binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, nr. 31.786/3, gegeven op 10 juli 2001, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en Onze Minister van Sociale Zaken en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° de wet op de ziekenhuizen : de wet op de ziekenhuizen gecoördineerd op 7 augustus 1987;

2° de sectoriële akkoorden : de sectoriële akkoorden tussen de werkgevers, de representatieve organen van de werknemers van de ziekenhuizen en de regering, gesloten ingevolge de basisteksten van 4 juli 1991, 22 november 1991, 1 maart 2000 en 22 juni 2000.

Art. 2. § 1. De kosten die het gevolg zijn van de bijkomende voordelen voorzien in de sectoriële akkoorden van 4 juli en 22 november 1991, die toegekend worden aan het personeel waarvan de financiering, geheel of gedeeltelijk, ten laste van de honoraria valt, en die verband houden met geneeskundige verstrekkingen als bedoeld in artikel 95, 2°, van de wet op de ziekenhuizen, met uitzondering van deze welke betrekking hebben op de activiteiten voor niet gehospitaliseerde patiënten, worden gedekt door het budget van financiële middelen van de ziekenhuizen, mits voldaan is aan de voorwaarden en regels bepaald in §§ 1 en 2.

§ 2. De in § 1 bedoelde kosten worden voor de helft gedekt door het budget van financiële middelen van de ziekenhuizen op voorwaarde dat :

1° de in § 1 bedoelde voordelen volledig worden toegekend aan al het ziekenhuispersoneel. Bij ontstentenis van ondertekening of toetreding tot de sectoriële akkoorden dient de beheerder van het ziekenhuis aan het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, een attest te doen geworden dat mee ondertekend is door de Ondernemingsraad of, in voorkomend geval, door de vakbondsafvaardiging wat de privé-sector betreft, of door het hoger overlegcomité of het bevoegde overlegcomité of het basisoverlegcomité, wat de openbare sector betreft, waarin wordt bevestigd dat aan deze voorwaarde is of zal worden voldaan;

2° de ziekenhuisbeheerder aan het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, alle gegevens mededeelt betreffende de tewerkstelling en de personeelskosten in de medische en medisch-technische diensten;

3° alle honoraria met betrekking tot de medisch-technische diensten en door Ons aangeduide zorgprogramma's, zowel wat betreft de gehospitaliseerde patiënten als de niet-gehospitaliseerde patiënten, met uitzondering van de honoraria van de geneesheren bedoeld in artikel 143, § 2, van de wet op de ziekenhuizen, centraal worden geïnd, hetzij door de beheerder, hetzij door de medische raad;

4° aan het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu de omvang van de centraal geïnde geneesherenhonoraria wordt medegedeeld, inbegrepen de erop betrekking hebbende supplementen, voor het geheel van de medisch-technische diensten en de door Ons aangeduide zorgprogramma's en, in voorkomend geval, voor het geheel van de consultatiediensten, telkenmale uitgesplitst naargelang deze betrekking hebben op gehospitaliseerde en niet gehospitaliseerde patiënten;

5° aan het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu enerzijds een anoniem overzicht wordt overgemaakt van de wijze waarop aan hoofdstuk II van titel IV van de wet op de ziekenhuizen uitvoering is gegeven en anderzijds een nota waarin de aanwending van de geneesherenhonoraria voor het geheel van de medisch-technische diensten en de door Ons aangeduide zorgprogramma's wordt medegedeeld;

L'affectation visée à l'alinéa précédent doit être ventilée dans les rubriques mentionnées ci-après :

- a) frais de personnel,
- b) rémunération des médecins,
- c) achat de biens et de services,
- d) amortissements,
- e) répartition des frais communs,
- f) charges financières,
- g) solde;

6° le Conseil médical soit informé de l'exécution de chacun des points précités.

§ 3. Les coûts visés au § 1^{er} sont intégralement couverts par le budget des moyens financiers des hôpitaux lorsqu'il est satisfait aux conditions supplémentaires suivantes :

1° dans l'hôpital, dans le groupement ou dans l'association agréé(e), visés à l'article 69, 3°, de la loi sur les hôpitaux et qui exploite le service médico-technique ou le programme de soins, 70 % des médecins hospitaliers, relevant des disciplines médicales mentionnées ci-après travaillent exclusivement à l'hôpital concerné, dans le groupement concerné ou dans l'association concernée pendant au moins huit demi-journées par semaine :

- a) chirurgie,
- b) médecine interne,
- c) biologie,
- d) radiologie,
- e) anesthésiologie,

2° il existe un accord écrit conclu et effectivement exécuté entre le gestionnaire de l'hôpital et le Conseil médical sur la perception centrale par l'hôpital de tous les honoraires médicaux, à l'exception des honoraires des médecins visés à l'article 143, § 2, de la loi sur les hôpitaux.

Art. 3. § 1^{er}. Les coûts visés à l'article 2, relatifs aux activités concernant les patients non hospitalisés sont couverts, pour moitié, par le budget des moyens financiers de l'hôpital, lorsque, outre les conditions visées à l'article 2, § 2, les conditions supplémentaires suivantes sont remplies :

1° dans l'ensemble des services de consultations, des services médico-techniques ou des programmes de soins de l'hôpital concerné, du groupement ou de l'association agréé(e), visé(e) à l'article 69, 3°, de la loi sur les hôpitaux, 70 % des médecins hospitaliers travaillent dans l'hôpital, dans le groupement ou dans l'association concerné(e), pendant au moins huit demi-journées par semaine;

2° le Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement est mis en possession d'une note indiquant l'affectation des honoraires médicaux pour l'ensemble des services de consultations.

L'affectation visée à l'alinéa précédent doit être ventilée selon les rubriques suivantes :

- a) frais de personnel,
- b) rémunération des médecins,
- c) achats de biens et de services,
- d) amortissements,
- e) répartition des frais communs,
- f) charges financières,
- g) solde;

3° tous les honoraires médicaux des services de consultations, tant en ce qui concerne les patients hospitalisés que les patients non hospitalisés, dont le personnel est payé par l'hôpital, sont perçus de façon centrale, soit par le gestionnaire, soit par le conseil médical, à l'exception des honoraires des médecins visés à l'article 143, § 2, de la loi sur les hôpitaux;

De in het vorige lid bedoelde aanwending dient te worden uitgesplitst naar de hiernavermelde rubrieken :

- a) personeelskosten,
- b) vergoeding van geneesheren,
- c) aankoop van goederen en diensten,
- d) afschrijvingen,
- e) omslag der gemeenschappelijke kosten,
- f) financiële lasten,
- g) saldo;

6° de Medische Raad wordt ingelicht over de uitvoering van elk van de voornoemde punten.

§ 3. De in § 1 bedoelde kosten worden volledig gedekt door het budget van financiële middelen van de ziekenhuizen wanneer aan de volgende bijkomende voorwaarden is voldaan :

1° in het ziekenhuis, in de erkende groepering of associatie, zoals bedoeld in artikel 69, 3°, van de wet op de ziekenhuizen en die de medisch-technische dienst of het zorgprogramma uitbaat, 70 % van de ziekenhuisgeneesheren, in de hiernavermelde medische disciplines zijn gedurende minstens acht halve dagen per week uitsluitend in het betrokken ziekenhuis, de betrokken groepering of de betrokken associatie werkzaam :

- a) heelkunde,
- b) inwendige geneeskunde,
- c) biologie,
- d) radiologie,
- e) anesthesiologie,

2° er bestaat een schriftelijk akkoord afgesloten en effectief uitgevoerd tussen de ziekenhuisbeheerder en de Medische Raad over de centrale inning van alle geneesherenhonoraria door het ziekenhuis, met uitzondering van de honoraria bedoeld in artikel 143, § 2, van de wet op de ziekenhuizen.

Art. 3. § 1. De in artikel 2 bedoelde kosten die betrekking hebben op de activiteiten voor niet gehospitaliseerde patiënten, worden voor de helft gedekt door het budget van financiële middelen van het ziekenhuis, indien benevens de in artikel 2, § 2, vermelde vereisten, aan de volgende bijkomende voorwaarden voldaan is :

1° in het geheel van de consultatiediensten, de medisch-technische diensten of de zorgprogramma's van het betrokken ziekenhuis, van de erkende groepering of associatie, zoals bedoeld in artikel 69, 3°, van de wet op de ziekenhuizen, is 70 % van de ziekenhuisgeneesheren gedurende minstens acht halve dagen per week in het betrokken ziekenhuis of in de betrokken groepering of associatie werkzaam;

2° aan het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu wordt een nota overgemaakt waarin de aanwending van de geneesherenhonoraria voor het geheel der consultatiediensten wordt medegedeeld.

De in het vorige lid bedoelde aanwending dient te worden uitgesplitst naar de hiernavermelde rubrieken :

- a) personeelskosten,
- b) vergoeding van geneesheren,
- c) aankoop van goederen en diensten,
- d) afschrijvingen,
- e) omslag der gemeenschappelijke kosten,
- f) financiële lasten,
- g) saldo;

3° alle geneesherenhonoraria van de consultatiediensten, zowel wat betreft de gehospitaliseerde als de niet gehospitaliseerde patiënten wiens personeel door het ziekenhuis wordt betaald, worden centraal geïnd, hetzij door de beheerder, hetzij door de medische raad, met uitzondering van de honoraria der geneesheren bedoeld in artikel 143, § 2, van de wet op de ziekenhuizen;

§ 2. Les coûts visés au § 1^{er} sont intégralement couverts par le budget des moyens financiers des hôpitaux lorsqu'il est satisfait aux conditions supplémentaires suivantes :

1° tous les honoraires des médecins sont perçus de façon centrale par l'hôpital;

2° pour au moins 70 % des médecins hospitaliers, qui travaillent exclusivement et à temps plein dans l'hôpital concerné, l'article 140, § 3, de la loi sur les hôpitaux ne peut être appliqué.

Art. 4. Les coûts résultants des avantages complémentaires, prévus dans les accords sectoriels des 1^{er} mars et 22 juin 2000, qui sont octroyés au personnel hospitalier dont le financement est, en tout ou partie, directement à charge des honoraires et qui sont occasionnés par des prestations de santé visées à l'article 95, 2°, de la loi sur les hôpitaux, sont intégralement couverts par le budget des moyens financiers des hôpitaux.

Art. 5. Le Ministre qui a la fixation du prix de journée dans ses attributions peut fixer les modalités selon lesquelles il doit être satisfait aux dispositions du présent arrêté.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2001.

Art. 7. Notre Ministre de la Santé publique et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 novembre 2001.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Santé publique,
Mme M. AELVOET

Le Ministre des Affaires sociales,
F. VANDENBROUCKE

§ 2. De in § 1 bedoelde kosten worden volledig gedekt door het budget van financiële middelen van de ziekenhuizen wanneer aan de volgende bijkomende voorwaarden wordt voldaan :

1° alle geneesherenhonoraria worden centraal door het ziekenhuis geïnd;

2° voor tenminste 70 % van de ziekenhuisgeneesheren, die uitsluitend en voltijds in het betrokken ziekenhuis werkzaam zijn, kan artikel 140, § 3, van de wet op de ziekenhuizen niet worden toegepast.

Art. 4. De kosten voortvloeiend uit de bijkomende voordelen voorzien in de sectoriële akkoorden van 1 maart en 22 juni 2000, die toegekend worden aan het ziekenhuispersoneel waarvan de financiering geheel of gedeeltelijk rechtstreeks ten laste van de honoraria is en die veroorzaakt worden door de verstrekkingen zoals bedoeld onder artikel 95, 2°, van de wet op de ziekenhuizen, worden volledig gedekt door het budget van financiële middelen van de ziekenhuizen.

Art. 5. De Minister die de vaststelling van de verpleegdagprijs onder zijn bevoegdheid heeft kan de modaliteiten bepalen omtrent de wijze waarop aan de bepalingen van dit besluit wordt voldaan.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2001.

Art. 7. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Minister van Volksgezondheid zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 november 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,
Mevr. M. AELVOET

De Minister van Sociale Zaken,
F. VANDENBROUCKE

F. 2001 — 3554

[C — 2001/22878]

22 NOVEMBRE 2001. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment les articles 34, alinéa 1^{er}, 11° et 12°, remplacés par la loi du 24 décembre 1999, et 35, § 1^{er}, alinéa 4;

Vu l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 147, modifié par l'arrêté royal du 13 juin 1999;

Vu l'avis émis le 23 avril 2001 par le Comité de l'assurance soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité;

Vu l'avis du Conseil général de l'assurance soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie invalidité donné le 23 avril 2001;

N. 2001 — 3554

[C — 2001/22878]

22 NOVEMBER 2001. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op de artikelen 34, eerste lid, 11° en 12°, vervangen bij de wet van 24 december 1999, en 35, § 1, vierde lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 147, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 juni 1999;

Gelet op het advies, uitgebracht door het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering op 23 april 2001;

Gelet op het advies van de Algemene raad voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, gegeven op 23 april 2001;